

Editorial

Rwanda : Que faire ?

Lorsque l'horreur envahie nos écrans TV et la Une de nos quotidiens, on se pose toujours la question de savoir qu'est-ce qu'on peut faire pour alléger tant de souffrances.

Au Rwanda, nous avons eu notre compte d'images chocs et d'informations pléthoriques pas toujours très compréhensibles pour celui qui n'est pas un "spécialiste" de l'Afrique Centrale. Légitimement et spontanément des milliers de citoyens ont fait le petit geste qui a permis, entre autres, de faire travailler de nombreuses ONG sur le terrain.

Aujourd'hui, la presse est moins prolifique sur le quotidien du Rwanda. Pourtant, ce pays a, plus que tout, besoin de soutien : la reconstruction des infrastructures nécessitera d'énormes moyens, à la hauteur de la catastrophe sans précédent qui s'est abattue sur lui l'année dernière. Les problèmes d'urgence tenant au minimum vital de la population demeurent immenses, complètement dévasté, le Rwanda ne se remettra que progressivement ; les menaces contre la paix subsistent aux frontières. Les criminels, auteurs et exécutants du génocide, milices du régime Habyarimana ne manqueraient pas de fournisseurs d'armements et rêvent "d'achever le travail". D'autres, dignitaires de l'ancien régime, penseurs et commanditaires de l'holocauste sont hébergés ou se promènent en Europe et ailleurs.

Mais c'est incontestablement le droit de justice qui doit être une priorité, pour la mémoire des victimes, pour la dignité des rescapés et de l'humanité tout entière.

La volonté et les efforts entrepris par les rwandais eux-mêmes et par leur gouvernement devraient être épaulés par la Communauté et les institutions internationales, dans leur domaine de compétence. C'est l'aptitude à l'engagement plus ou moins rapide, plus ou moins important de cette communauté qu'il faut tenter d'observer attentivement. En effet, les uns ou les autres membres de cette communauté ont joué un rôle majeur avant, pendant, voire après le génocide. Ce passé récent d'implications extérieures au Rwanda, suscite des interrogations notamment sur une réelle détermination en matière de coopération pour la recherche et l'arrestation des responsables du génocide.

Rendons donc hommage à la détermination d'associations ou de collectifs qui ont oeuvré et oeuvrent encore pour faire connaître objectivement la tragédie du Rwanda. En mars 1993, par exemple, bien avant le début du génocide, une mission d'enquête menée par la FIDH, à laquelle ont pu participer plusieurs organismes dénonçait déjà la préparation de l'extermination, en informant les États et en alertant l'opinion publique. Ce travail de fournis, entrepris par de nombreuses associations (comme l'excellent travail réalisé par le collectif "Solidarité Rwanda" pendant les événements d'avril 1994 et composé de d'associations comme Survie, Agir Ici, Cimade...), a réussi à alerter, informer, sensibiliser sur la situation du Rwanda même si des tentatives de négationisme perdurent ici ou là. Dès lors les actions de vigilance, de mobilisation de l'opinion restent nécessaires, tant que les orientations politiques des États ne pas paraissent pas encore clarifiés.

Bien entendu, l'aide à la reconstruction matérielle est toujours aussi primordiale et les actions des mouvements associatifs, en rassemblant les moyens, peuvent prêter leur concours dans des actions de solidarité.

Le présent bulletin se veut être, modestement, le reflet de cette solidarité et montre que partout en France, des citoyens se mobilisent autour du problème du Rwanda. Nous ne pourrions en aucun cas reconstruire le Rwanda à nous seuls. Toutefois, les initiatives citoyennes démontreront peut-être leur capacité à éviter, dans l'avenir, ce que la communauté internationale a laissé faire, sans réagir, au Rwanda : un génocide. (A.K.).

Sommaire

Interview

Deux "girondins" de retour du Rwanda nous livrent leurs impressions.

page 2

Réseau

Excellente initiative : le réseau "Alerte Burundi-Rwanda" se constitue.

page 2

Régions

Le tour de France des actions de solidarité envers le peuple rwandais.

page 3

Presse

Un petit coup d'oeil à la presse pour garder le contact avec l'actualité.

page 4

Prix : 5 Francs

N° 3

OCT - NOVEMBRE 1995

215, avenue du petit train

34000 MONTPELLIER

Tel.: 67 22 17 91

Comité de rédaction :

James Vuningoma (Bordeaux),

Alphonse Karagirwa (Bourges),

Gasakure Emmanuel (Nancy)

Thierry Lanieste (Montpellier),

Jean-Paul Gouteux (Pau)



Interview

James Vuningoma et Gilles Durou sont membres du Collectif Girondin pour le Rwanda. Ils reviennent du Rwanda et répondent aux questions de "Liaison-Rwanda". Impressions de voyage.

Liaison-Rwanda : *Vous revenez du Rwanda où vous avez passé quelques semaines. Quelle est l'ambiance à Kigali et dans les campagnes ?*

James : Après 35 ans d'absence vous pouvez imaginer l'émotion de retrouver le pays natal ! Kigali est une ville qui commence à retrouver la vie. C'est le va-et-vient des véhicules ordinaires ou des belles voitures de l'ONU et des ONG. En s'éloignant de l'aéroport, on retrouve les gens à pied, en mobylette, taxi... Arrivé dans la gare ou dans le quartier du marché, on est frappé par l'activité intense. Pour un pays qui vient de sortir d'un tel drame, c'est étonnant de voir qu'il y a si peu de signes qui nous le rappellent. A la campagne, c'est différent : même si les gens qui y sont se portent bien, les champs cultivés sont peu nombreux : ceux-là sont les survivants. Plus loin, ils sont couverts d'herbes. Les propriétaires sont absents, morts ou partis en exil au Zaïre. Les villageois racontent des scènes d'horreur : les voisins tueurs, les gens qu'ils ne reverront plus... Tout se raconte et c'est mieux qu'ils puissent en parler.

Gilles : C'est vrai que la capitale "grouille" : les gens qui vaquent à leurs occupations sans que rien ne semble avoir perturbé leur vie quotidienne. Mais ce sentiment est bien vite éclipsé dès qu'on interroge les gens. Par contre, ce qui ne prête à aucune contestation est la situation matérielle du pays : éclats d'obus, de balles contre les façades ou à l'intérieur des bâtiments, plus une vitre en place, plus rien à l'intérieur en particulier dans les immeubles publics, des monticules de briques à l'emplacement d'anciennes maisons..., tous les signes d'un pays complètement démoli.

Liaison-Rwanda : *L'activité économique, agricole et sociale a-t-elle repris ?*

Gilles : Compte tenu de l'état physique du pays, toutes les activités ont du mal à démarrer ou à prendre réellement de l'ampleur. Les moyens de communication, de transport ont été réduits à néant. Les aides internationales promises ne sont toujours pas arrivées. Dans les régions qui ont connu le plus de massacres, le Bugesera par exemple, la population a quasiment disparu et tout reste à l'abandon. C'est le cas dans d'autres endroits mais de manière moins systématique car pour des rescapés, il est semble impossible aujourd'hui de regagner maisons et terrains avec un voisinage qui a pu participer aux exactions. Malgré cela, on peut constater l'activité intense pour rebâtir au plus vite et ceci dans tous les domaines.

James : Moi je trouve cette activité économique assez impressionnante : des produits importés sont dans les rayons des magasins et dans les petites boutiques qui fleurissent dans tous les quartiers. La demande est forte et le peu de produits pour la satisfaire implique une flambée des prix. Le dollars est roi et il monte selon le bon vouloir des marchés. Cela commence à gêner énormément cette économie fragile. L'inflation risque de démoraliser la population. Les premières pluies, fin août, ont encouragé les gens à sortir les houes. Les gens sont solidaires et ils se regroupent pour cultiver le champ du voisin le lendemain, ils sont chez l'autre voisin. Les régions de Mutara et Kibungu ont beaucoup de vaches.

Liaison-Rwanda : *La vie démocratique dans les médias, les institutions est-elle visible ?*

James : Vous parlez de quelle démocratie ? la démocratie "one man, one vote" ? Cela fait peur pour le moment. Il n'existe pas les préalables et les bases solides pour un tel fonctionnement. C'est toute une culture que devra se développer. Par contre si vous parlez de la liberté d'expression et du respect de fonctionnement des institutions cela est bien visible. Radio Rwanda a la réputation d'encourager les débats sur ses ondes. Les questions de société sont traitées et les gens discutent en toute liberté. Les journaux sont nombreux, il faut connaître le kinyarwanda pour apprécier le contenu qui est riche en matière critique. Il y a un gouvernement qui cultive tant bien que mal l'expérience du consensus et de la participation. Il y a semble-t-il un manque d'expérience bien compréhensible. Le parlement est très vigilant. Ce parlement, qui regroupe toutes les sensibilités politiques critique le gouvernement ouvertement lorsque cela ne va pas. Le jour de mon retour en France, j'ai appris le limogeage de ministres du gouvernement rwandais. Cela ne m'a pas étonné : les occasions où j'ai assisté aux débats parlementaires m'ont convaincu des blocages qui existaient entre le parlement et l'ancien gouvernement.

Liaison-Rwanda : *Avez-vous réalisé des contacts intéressants pour mettre en place des collaborations et des projets d'assistance aux habitants du Rwanda.*

Gilles : Je pense que l'on est trop démuné pour être efficace dans ce domaine et ce à plusieurs titres. Notre collectif de Bordeaux, comme la plupart de ceux qui existent en France ont peu de moyens. Faire des collectes n'est qu'un aspect du problème, il faut s'occuper de l'acheminement et cela demande des moyens financiers qui me semblent hors de notre portée. Par ailleurs, vu l'état du pays, ils ont besoin de tout, et s'il est relativement possible de collecter des pulls ou des crayons, il n'en est pas de même pour des tracteurs ! (comme il m'a été demandé). En fait, je persiste à croire que notre action la plus efficace ici, est de les aider à obtenir ce qu'ils réclament tous à corps et à cris : la justice. Et cela passe, surtout pour nous autres français, à faire des pressions sur la France.

James : Gilles est peut-être trop pessimiste. Nous avons fait des rencontres intéressantes et nous commençons les actions concrètes : par exemple, nous avons contacté plusieurs associations qui viennent de se créer à Kigali. De même, nous avons visité les autorités de l'hôpital de Kanombe et leur avons apporté quelques cartons de médicaments et nous envisageons de continuer à les aider (ils ont besoin de blouses chirurgicales et de comprimés de Javel). Nous avons également visité des écoles à Rubira et à Gahini qui ont besoin de matériel. Ces écoles qui accueillent 700 enfants dont 1/3 sont des orphelins manquent de tout. Mais même si nous avons déjà collecté du matériel, Gilles a raison de dire que notre plus gros problème est l'acheminement qui nous coûte énormément cher. Mais nous ne désespérons pas. **Collectif Girondin pour le Rwanda - BORDEAUX tel.: 56 92 73 66**

réseau et de mettre en commun nos capacités de vigilance. Plusieurs associations participant à **Liaison-Rwanda** ont rejoint "Alerte Rwanda-Burundi". Le réseau diffuse en ce moment un dossier sur 3 des principaux responsables du génocide. Le réseau demande leur arrestation et, dans l'immédiat, leur interdiction de séjour en Europe. Dossiers disponibles à **Réseau Alerte : c/o Survie, 57, avenue du Maine 75014 PARIS tél.: 43 27 03 25**

Conférences Plusieurs associations du Sud de la France organisent une série de conférences avec le Professeur Alain Verhaagen, spécialiste belge du Rwanda pour la fin novembre. Bordeaux, Toulouse, Pau, Tarbes, Montpellier et Nîmes sont concernés par cette tournée sudiste. Contacter les associations locales pour les dates et lieux précis de ces manifestations. **Collectif Girondin pour le Rwanda (56 92 73 66), Rwanda sud-ouest (62 64 80 03), Franco-rwandaise Sud (67 22 17 91)**

Dessin paru dans *Le Monde*
31/08/95)

Cartes de vœux Le collectif Girondin (encore lui !) tient à votre disposition des cartes de vœux Made in Rwanda. Vendues par 5 à raison de 10 F la carte. **Contact : James Vuningoma 57 96 91 58.**

Projection "Rwanda : l'histoire qui mène au génocide" c'est le titre du film de Robert Genoud. Projection le jeudi 9 novembre à 19h 30 aux ateliers Varan, 6, impasse Mont Louis à Paris (43 56 64 04)



Brèves

En alerte Des associations se mettent en alerte sur le Burundi et le Rwanda. Le réseau "Alerte Rwanda

"Burundi" réuni plus d'une vingtaine d'associations : AFEI, Agir ici, ALARM, Citoyens solidaires, FETAF, Frères des Hommes, FSU, RENAPAS... Le but est de créer un



Limoges Izuba-Rwanda est basée dans la Creuse et compte 400 adhérents dans toute la France, ce qui permet d'être très représentative lors de ses interventions. Elle est intervenue dans les campagnes de reconnaissance du génocide et pour la mise en place du Tribunal Pénal International. Elle a aidé les ONG qui interviennent en urgence, tel que *Caritas*, *Medecins sans frontières* et la *Croix Rouge*. Actuellement, son action se porte en priorité sur l'aide à l'enfance, sur ces rescapés du génocide, traumatisés par la violence, eux-mêmes souvent mutilés et suppliciés et sur les enfants issus des viols. Elle privilégie les petits projets facilement contrôlables : c'est le cas du projet de "enfants réfugiés du Monde" basé à Montreuil dans le 93. Le but est de donner les moyens aux plus grands de prendre en charge les plus petits, tant dans l'orphelinat que dans les familles d'accueil (Commune de Runda, secteur Ruyenzi, Gitarama). Ce projet concerne 350 enfants de 0 à 12 ans. **Izuba-Rwanda** a pris en charge 25000 F en 1995 et devrait prendre en charge 26000 F en 1996 (le coût total du projet est de 1,8 MF). L'effort de **Izuba-Rwanda** se porte aussi sur les médias : lors de la com-mémoration d'IBUKA, anniversaire du génocide, le journal "L'Echo du Centre" en a fait mention. L'autre grande réalisation de l'association est la création avec l'Université de Limoges, d'une bibliothèque sur le Rwanda. **Izuba-Rwanda** consacre une partie de son budget à l'achat de livres et à la collecte de rapports, documents, articles de journaux sur le génocide. Ainsi la Mémoire sera préservée. En effet, étant donné l'impunité dont jouissent les acteurs et concepteurs du génocide et les dangers que représentent la manipulation et la falsification de l'Histoire, ce travail d'IZUBA-RWANDA est à saluer.

Izuba-Rwanda c/o Mme NEQUIER 11, rue du manège 87220 FEYTIAT
Tél.: 55 00 27 07

Nancy Créé en avril 1995 le Collectif Solidarité avec le Peuple

Pétition contre la désinformation

La pétition que nous avons contribué à faire circuler lors du dernier numéro de "Liaison-Rwanda" a suscité de nombreuses réactions : positives, puisque nous avons compté jusqu'à 300 signataires en 2 mois. Mais aussi, négatives, avec des lettres de reproches sur la méthode qui pour certains est une entrave à la liberté de la presse (pourtant qu'est-ce 300 signatures face à un journal qui tire à 200 000 exemplaires) Cette pétition a donc atteint son but : provoquer le débat, sensibiliser les deux grands quotidiens Le Monde et Libération aux dangers d'une interprétation "ethnique" de la réalité burundaise et rwandaise. Les mots peuvent tuer au même titre que les machettes. Une pétition est une réaction collective de citoyens et non un moyen de pression. Nous arrêtons donc là la diffusion de cette pétition estimant avoir atteint notre but. Nous restons vigilant et prêt à réagir contre les analyses racistes et la désinformation. (La rédaction)

Rwandais se mobilise pour informer, sensibiliser et mobiliser autour du



Gros plan sur...

L'ASSOCIATION HUMANITAIRE COSNOISE POUR LE RWANDA (AHCR)

Créé en novembre 1994, l'Association Humanitaire Cosnoise pour le Rwanda (ACHR) a **3 objectifs** :

- **Attirer l'attention de l'opinion publique** française de la région de Cosne : L'aide massive sollicitée par les grands organismes humanitaires pour le Rwanda touche peu les rescapés du génocide et tout ceux qui essaient de reconstruire la société rwandaise. La presque totalité de cette aide allant dans les camps des réfugiés rwandais composés pour la plus grande majorité des auteurs du génocide.

- **Créer des contacts** entre les petites associations rwandaises qui se crée presque dans tous les quartiers avec des individus, groupes ou associations françaises qui aimeraient apporter une aide directe et plus efficace.

- **Continuer la sensibilisation** aux problèmes socio-politiques et économiques du Rwanda. Surtout que la campagne négationniste reste féroce et que les feux de l'actualité de sont détournés du Rwanda. Travailler autant que possible avec tous ceux qui, ici ou ailleurs, oeuvrent pour le Rwanda.

De **nombreuses actions** sont à l'actif de l'AHCR : Participation à l'envoi d'un container de 80 m3 à destination du Rwanda ; obtention de 10 000 F auprès de l'association Chambray-Solidarité remis à l'association rwandais "IZÈRE" ; organisation d'un service religieux et d'un rassemblement en mémoire des victimes du génocide le 7 avril 1995 ; Envoi de 350 F pour aider à l'organisation d'une kermesse à l'école "la Colombière" de Kigali par l'intermédiaire de l'association "SOS Femmes Ramira du Rwanda"...

Actuellement, l'AHCR recherche des financements pour un appui à l'association SOS Femmes Ramira et IZÈRE afin de créer une école maternelle et primaire pour les enfants qui ont du mal à se réinsérer dans le système scolaire car beaucoup d'enfants proviennent de pays qui n'ont pas eu le même système scolaire qu'au Rwanda. L'AHCR recherche également des parrains pour les enfants de l'orphelinat Gisimba de Nyamirambo. Enfin, l'association participe à des manifestations, artistiques ou sportives où des cartes de soutien sont vendues.

Les projets sont nombreux : Faire venir une troupe d'artistes rwandais à Cosne ; ouvrir une boutique d'objets artisanaux ou d'art rwandais pour aider les petits artisans des quartiers de Kigali à vendre leur production.

A ce sujet, l'association accueillera toute idée pour mettre en place cette boutique et s'associera volontiers avec quiconque voudrait mettre en place une telle initiative.

L'appel est lancé !

Association Humanitaire Cosnoise pour le Rwanda c/o Mme marie YANKULIGE 1, rue Fernand Petit 58200 COSNE SUR LOIRE (86 28 59 42)

problème rwandais. Conférences, émissions de radio, manifestations... Mais surtout, le collectif travaille depuis plusieurs mois à la mise en place d'une bibliothèque-ludothèque à Butare. Pour "ramener les enfants dans le monde de l'enfance" après ce qu'ils ont vécu, la bibli-ludothèque sera installée dans une école de la ville. 3000 livres (800 kg) ont été rassemblés à Nancy. Le **Collectif solidarité avec**

le peuple rwandais lance un appel pour l'aider à acheminer ce matériel à Butare. Somme à rassembler : 16000F

Collectif Solidarité avec le peuple rwandais 25, allée Rond Pré 54600 VILLERS LES NANCY (83 27 37 55)

Cahors L'association **Uburezi** (l'éducation) estime que l'éducation des enfants sera l'un des fondements de la réconciliation du peuple rwandais. C'est dans ce sens que **Uburezi** s'active autour d'un projet de remise en état d'une école normale qui, avant les événements de

1994, formait de nombreux instituteurs. Cette école, dirigé par un prêtre, a été totalement dévastée et pillée. **Uburezi** s'est donc engagé à remettre en état les locaux tandis que la direction de l'école et le ministère de l'éducation nationale rwandais remet en place l'équipe pédagogique de l'établissement. Le but est de rouvrir à la rentrée scolaire 95-96 dans une école renouvée. **Uburezi** doit donc trouver l'équivalent de 16 Millions de Francs rwandais (à peu près 300 000 FF). Les contacts sont déjà pris mais vous pouvez également être des relais dans votre région auprès d'entreprises, de collectivités locales... Un dossier complet pourra être demandé à **Uburezi "une école pour tous au Rwanda" 20, avenue Georges Pompidou 46500 GRAMAT**
Tél.: 65 38 86 99



● **Propos d'évêque à Goma**

"Ce qui s'est passé en 1994 au Rwanda, était quelque chose de très humain : quand quelqu'un t'attaque, il faut que tu te défendes.. Dans une telle situation tu oublies que tu es chrétien, tu es alors humain avant tout." ainsi l'évêque catholique Phocas NIKWIGIZE explique le génocide.(...) L'évêque catholique de Ruhengeri (...) habite une petite chambre du diocèse de Goma d'où, d'après ses dires, il ne sort jamais. "Comme dans toute guerre il y avait des espions. Pour que les rebelles du FPR, réussissent leur coup d'état, ils disposaient partout de complices. Les batutsi étaient des collaborateurs, des amis de l'ennemi. Ils étaient en contact avec les rebelles. Ils devaient être éliminés pour qu'ils ne nous trahissent pas." Que de centaines de milliers de personnes innocentes, femmes et enfants, ont été éliminés par les milices hutu, l'évêque a du mal à l'admettre. Il devient furieux et crie : "Mais c'est la faute de rebelles. Les Batutsi voulaient restaurer leur pouvoir et réduire les bahutu en esclavage (...) En vue d'atteindre cet objectif, ils disposaient de deux sortes d'armes : leurs fusils, venus d'Europe et leurs femmes. Ils donnent leurs femmes aux européens et restent ainsi en alliance durable avec eux. Tellement ils sont mauvais !"
De Volkskrant - journal Flamant - 26 juin 95

"Ce n'est pas encore la panique sur la frontière entre le Zaïre et ses voisins du Burundi et du Rwanda, mais cela y ressemble : craignant d'être rapatriés de force par l'armée zaïroise, les réfugiés se sont enfuis par dizaine de milliers dans les collines avoisinantes, où ils se trouvent privés d'eau et de nourriture. (...) Les opérations de reconduction à la frontière (menées par les soldats zaïrois), qui se sont d'ailleurs intensifiées mardi, ont atteint le chiffre de 9 000 refoulés "au moins", selon le HCR. (...) Cette violation évidente du droit d'asile (...) n'a pas suscité le tollé d'indignation auquel on aurait pu s'attendre dans les milieux habituellement très sensibles aux violations des droits de l'homme au Rwanda. (...) Peut-être parce que chacun reste dans l'expectative quant aux intentions exactes de Kinshasa (...) peut-être aussi parce que ce retour forcé pourrait être le début d'une tentative d'affaiblissement du régime de Kigali..."
Colette Breackman - Le Soir - mercredi 23 août

● **Remaniement ministériel**

"Comme on s'y attendait, la démission-limogeage du premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, a été

suivie, mardi 29 août, par le départ forcé de quatre membres du gouvernement : le ministre de l'intérieur Seth Sendashonga (hutu, membre du FPR), le ministre de l'information Jean-Baptiste Nkuliyingoma (hutu, MDR), le ministre de la justice Alphonse Nkubito (hutu, sans parti) et le ministre des transports Immaculée Kayumba (tusie, FPR)"
Jean Hélène - Le Monde - 31 août 1995

● **Visite "diplomatique"**

"Un général hutu rwandais en exil accusé d'avoir joué un rôle essentiel l'année passée dans le génocide qui coûta la vie à un million de personnes, visitait Paris la semaine dernière, disait lundi des diplomates. Le Général Major Augustin Bizimungu était vu dans Paris plusieurs jours auparavant par un diplomate de l'ONU selon l'Agence Reuter. (...) Des officiers de l'ONU présents dans la zone frontalière zaïroise de Goma ont confirmé que Bizimungu, chef d'état-major de l'armée du gouvernement défait, avait quitté son camp militaire près du lac Kivu pour Paris la semaine dernière. "Il vient juste de prendre l'avion de Goma pour la capitale zaïroise Kinshasa d'où il rejoindra Paris"...Cela ne présente aucune difficulté", commente un officiel Onusien. (...) Le Général Bizimungu, dont les troupes sont accusés par des ONG de se réarmer et de préparer maintenant la réinvasion du Rwanda, sera certainement inculpé pour génocide par le tribunal international de l'ONU. Un diplomate européen dans Kigali confirme que ce n'est pas la première fois que Bizimungu va à Paris. Quand Bizimungu arrive à Paris, il évite probablement les contrôles de passeport. Il est vraisemblablement attendu par une voiture officielle, explique le diplomate."
Dépêche de l'Agence Reuter - 11 septembre 95

● **Affaire Sibomana**

Suite au dossier n°43 de la revue Goliath dénonçant la participation de 31 religieux catholiques au génocide rwandais, l'association Reporters Sans Frontières, a introduit deux plaintes en référé devant le TGI de Lyon. Selon RSF, la revue avait injustement dénoncé la responsabilité du Père André Sibomana et l'avait ainsi exposé à d'éventuelles vengeances. L'association se disait fondée en droit à intervenir, le Père Sibomana en étant membre et étant lauréat du prix décerné en 1994. Elle réclamait des publications judiciaires dans dix journaux pour un coût total n'excédant pas 300 000F. La première plainte a été annulée pour non-respect des délais de

procédure. La seconde a été rejetée sur le fond et sur la forme par ordonnance du 11 septembre 1995 (...) RSF apparaît dans cette polémique comme le bras vengeur de l'Eglise de France. Cette association est présidée par Noël Copin, ancien rédacteur en chef du quotidien La Croix, qui vient de décliner la proposition de l'épiscopat de devenir son porte-parole officiel."
Lettre du Réseau Voltaire - n°36 - 18 septembre 1995

● **Remaniement et désinformation**

"Maintenant : Le remaniement de la fin août a cristallisé une nouvelle fois les atermoiements des journalistes dont nous parlions (Stephen Smith et Jean Hélène): ils y voient l'acte ultime du FPR pour s'approprier la totalité du pouvoir. Auriez-vous des éléments d'analyses plus désintéressés ?"
J.P. Chrétien : Au fond, ce qui vient de ce passer au Rwanda, c'est une crise gouvernementale qui tourne essentiellement autour du problème de la sécurité, de la justice, du traitement du génocide et du retour des réfugiés. (...) On assiste donc à un changement de personnel au sein de la coalition au pouvoir, qui s'opère conformément aux modalités prévues par les accords d'Arusha. (...) Dans l'article de Jean Hélène, j'ai l'impression de lire qu'il y a eu un coup d'état à Kigali et qu'il n'y a plus aucun ministre hutu ni aucun ministre non-FPR (les articles de Stephen Smith pendant le remaniement exploitent, à peu de choses près, la même trame -NDLR-) Son argumentation revient à dire que la fiction d'Arusha est finie, que c'est l'échec du gouvernement de coalition, etc. L'article ne met aucunement en valeur la personnalité des nouveaux ministres mais surtout celle des partants ; Les mêmes partants qui étaient jusqu'alors considérés comme des pendants du FPR ou des "hutus de service" deviennent tout à coup très bons en démissionnant !"
Interview de J.P. Chrétien - Maintenant - 20 septembre 1995

Tampon de l'association locale

Ce bulletin de liaison est un lien entre les associations qui travaillent à la reconstruction au Rwanda. Diffuser l'information, se faire l'écho de la solidarité en répercutant les actions des associations en constituent les objectifs. Les associations qui souhaitent nous rejoindre doivent adhérer au journal (150 FF/an). Pour les particuliers, abonnement auprès du journal ou des associations locales (100 FF/an)